

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Covid-19 : la difficile équation du télé enseignement au Gabon

Sveltana NTSAME NDONG  
Libreville/ Gabon

**L**A pandémie du coronavirus, qui continue de sévir à travers le monde et au Gabon notamment, a entraîné la mise en veille périodique de l'ensemble du système éducatif du pays. Avec la persistance de cette menace sanitaire, dimanche dernier, les autorités en charge de l'éducation ont décidé de repousser à nouveau le retour des élèves à l'école.

Pour essayer de rattraper les retards dans les programmes scolaires et mettre à profit ce temps de semi-confinement pour les apprenants, les responsables du système éducatif gabonais envisagent de mettre en place l'enseignement à distance.

Une ambition certes louable mais qui, dans le cas du Gabon, risque de se heurter à plusieurs difficultés.

En effet, les pays qui pratiquent le télé-enseignement se sont d'abord assurés que se connecter sur internet devienne un acte banal de la vie quotidienne pour tous leurs citoyens. C'est-à-dire rendre internet accessible à tous, partout et à moindre coût. Ce qui n'est malheureusement pas encore le cas dans notre pays, où l'accès à internet est encore perçu comme un luxe auquel seuls les plus nantis ont droit.

Pour preuve, il n'est pas rare de voir, à certains endroits de Libreville, des jeunes, téléphones en mains, en quête d'un éventuel réseau wifi libre.

De plus, combien d'apprenants

gabonais disposent-ils d'un ordinateur ou d'une tablette à la maison et savent très bien s'en servir ? D'autant plus que la réalité montre que plusieurs élèves arrivent au collège sans avoir touché une seule fois au clavier d'un ordinateur.

Par ailleurs, la réussite d'une telle initiative commande également la contribution des parents d'élèves, alors qu'au Gabon, le suivi à la maison se heurte à un problème de niveau d'instruction de la plupart d'entre eux, sans oublier l'absence totale de la culture du télé-enseignement chez certains. L'autre grand obstacle reste l'inégale répartition du réseau internet sur le territoire national, entre les zones urbaines et rurales.



Des jeunes à la recherche de la connexion internet autour du siège de l'Assemblée nationale.

### L'expérimentation locale du télé enseignement sur le réseau social

Innocent M'BADOUMA  
Libreville/Gabon

**C**OMMENT dispenser les cours en cas de confinement partiel prolongé ou total, le ministère de l'Éducation nationale ayant choisi de reporter à une date non déterminée la reprise des cours ?

Des établissements d'enseignement secondaire et supérieur de Libreville tentent quelques expériences, pour garder leurs apprenants en activité. C'est le cas au lycée privé Les Loupiots, sis à Akanda, où la direction générale a anticipé sur les inconvénients qu'il y a à suivre les élèves des classes d'examen.

"Nous avons proposé la solution à notre équipe pédagogique qui l'a acceptée", explique Umerdha Danielle, élève de terminale A1. Le professeur d'anglais a envoyé les textes pour l'examen du baccalauréat, comprenant un résumé, des commentaires, etc. "Nous révisons tous ces textes pour ne pas être en retard", ajoute l'élève.



Pr Wu, directeur de l'institut Confucius, pense à des cours en ligne.

Le lycée Les Loupiots a aussi anticipé en ce concerne les cours de philosophie. "Des sujets ont été distribués. Nous rédigeons les devoirs, précisément les introductions, la maîtrise des différents types de sujets. Une fois terminés, nous renvoyons les devoirs, via des photos des textes ou de manière orale en mode vidéo

sur whatsapp", ajoute l'élève. L'Institut Confucius de l'Université Omar-Bongo (UOB) de Libreville étudie aussi l'éventualité d'un télé-enseignement via whatsapp. Naturellement, les cours vidéo devraient être allégés, pour faciliter le téléchargement. En guise d'expérience, des devoirs ont même été envoyés pour oc-

cuper les étudiants de mandarin. Au lycée Les Loupiots, comme à l'institut Confucius, ces cours ont leurs limites. D'abord l'accès de chaque étudiant à internet : "Ce ne sont pas tous les élèves qui ont internet. Ailleurs, le gouvernement a offert la gratuité de la connexion internet", plaide Umerdha Danielle.